



LES DOSSIERS DE LA DREES

n° 35 • avril 2019

Les Français plus sensibles aux inégalités de revenus et plus attachés au maintien des prestations sociales

Synthèse des résultats du Baromètre d'opinion 2018
de la DREES

Kim Antunez et Adrien Papuchon

Les Français plus sensibles aux inégalités de revenus et plus attachés au maintien des prestations sociales

**Synthèse des résultats du Baromètre d'opinion 2018
de la DREES**

Kim Antunez et Adrien Papuchon

Retrouvez toutes nos publications sur : drees.solidarités-sante.gouv.fr

Retrouvez toutes nos données sur : data.drees.sante.gouv.fr

Sommaire

| | |
|--|----|
| ■ INTRODUCTION | 5 |
| Chiffres clés..... | 5 |
| ■ VUE D'ENSEMBLE | 6 |
| En 2018, les Français sont plus sensibles aux inégalités de revenus | 6 |
| Par rapport à 2017, les ouvriers et les retraités perçoivent de manière plus négative leur situation personnelle | 6 |
| Les Français s'opposent davantage à l'idée qu'on restreigne l'accès aux prestations ou qu'on en diminue le montant | 7 |
| Des Français satisfaits de la qualité des soins mais davantage sensibles aux inégalités de santé liées au revenu | 10 |
| ■ FOCUS 1 – DE QUI LES FRANÇAIS SE SENTENT-ILS PROCHES ? | 13 |
| ■ FOCUS 2 – SELON LES FRANÇAIS, LES OUVRIERS DEVRAIENT GAGNER 25 % DE PLUS ET LES PDG 40 % DE MOINS | 16 |
| ■ FOCUS 3 – LES FRANÇAIS PRÉOCCUPÉS PAR LA PRÉCARITÉ QUELS QUE SOIENT LEURS CARACTÉRISTIQUES ET LIEUX D'HABITATION | 20 |
| Annexe 1. Le Baromètre d'opinion de la DREES | 24 |

■ INTRODUCTION

Depuis 2000, le Baromètre d'opinion de la DREES est un outil de référence pour analyser l'évolution de l'opinion des Français sur leur santé, sur la protection sociale (assurance maladie, retraite, famille, handicap, dépendance, pauvreté et exclusion) ainsi que sur les inégalités et la cohésion sociale. Son échantillon est composé de plus de 3 000 personnes et représentatif de la population âgée de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine (méthode des quotas). Les données de la vague 2018 ont été collectées du 15 octobre au 1^{er} décembre 2018, dans un contexte marqué par le début du mouvement des Gilets Jaunes et des projets de réformes touchant la fiscalité (basculer des cotisations sociales vers la CSG) et les prestations sociales (refonte du système de retraite, réforme de l'assurance chômage, nouveau mode de calcul des allocations logement...).

Ce document présente les premiers résultats de l'édition 2018 de cette enquête, sous la forme d'une vue d'ensemble des faits les plus marquants et de trois focus thématiques.

Dans la suite de ce document et pour en faciliter la lecture, le terme « Français » désigne les personnes âgées de 18 ans ou plus vivant en France métropolitaine interrogées dans le cadre de ce Baromètre, qu'elles soient de nationalité française ou non.

Chiffres clés

Fin 2018...

- Huit Français sur dix estiment que les inégalités ont plutôt augmenté et vont continuer à augmenter.
- 58 % des ouvriers et 55 % des retraités sont pessimistes quand ils pensent à leur avenir (des parts en augmentation de plus de 10 points par rapport à 2017).
- 62 % des Français estiment que le système de sécurité sociale fournit un niveau de protection suffisant (en recul de 11 points par rapport à 2017).
- 88 % des Français s'opposent à la baisse des retraites, 86 % à celle des aides aux handicapés ou aux personnes âgées dépendantes et 78 % à celle des allocations logement. Des proportions qui ont augmenté de 5 à 7 points en un an.
- Un Français favorable à une augmentation du RSA sur cinq se déclare prêt à voir ses impôts augmenter pour financer une telle hausse, soit deux fois moins qu'en 2017.
- 86 % des Français sont satisfaits de la qualité des soins offerts par les médecins généralistes mais moins de la moitié le sont par les urgences hospitalières.
- Le revenu des personnes influe sur la qualité des soins pour six Français sur dix (+5 points par rapport à 2017) et sur l'accès aux soins pour trois Français sur dix (+10 points).
- Deux Français sur trois se sentent particulièrement proches des personnes de la même génération qu'eux, en particulier les plus jeunes.
- 39 % des Français se sentent avant tout appartenir à la France, 21 % à leur commune ou quartier mais seulement 6 % à l'Europe.
- Les Français estiment que les personnes qui exercent la même profession qu'eux devraient gagner 20 % de plus.
- Plus de la moitié des habitants des grands centres et des « banlieues » plutôt défavorisées sont préoccupés par l'insécurité dans leur quartier contre un peu plus d'un quart des habitants des campagnes.

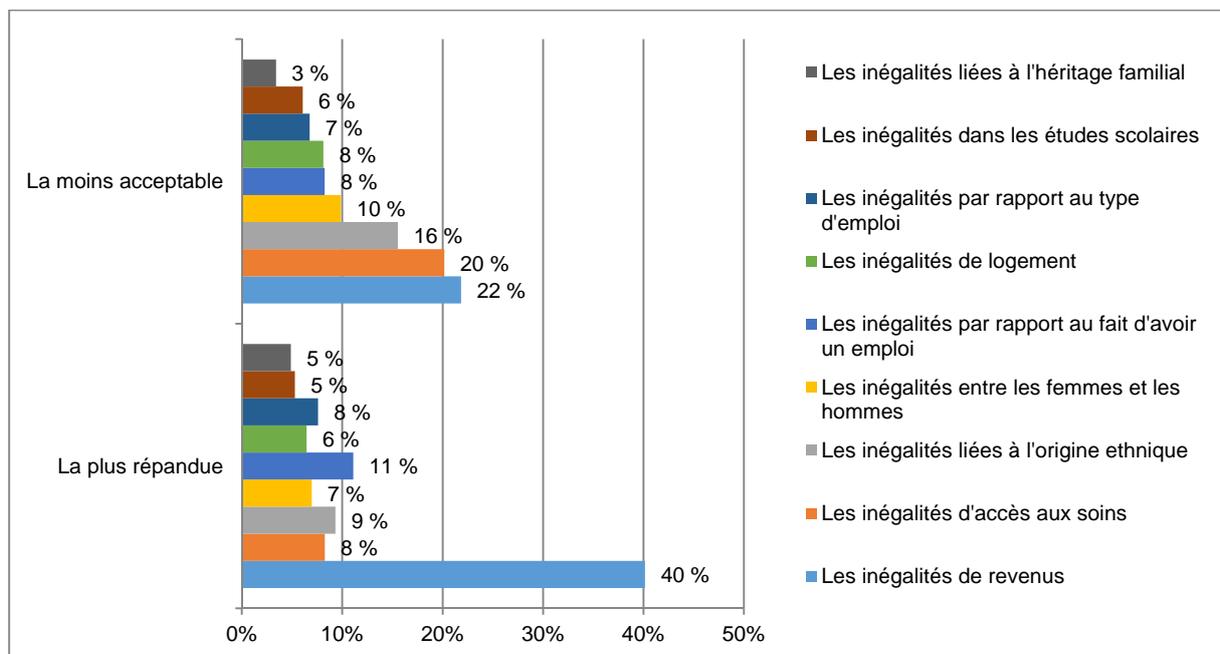
■ VUE D'ENSEMBLE

En 2018, les Français sont plus sensibles aux inégalités de revenus

En 2018, neuf personnes sur dix jugent que la pauvreté et l'exclusion ont plutôt augmenté dans le pays au cours des cinq dernières années et que cette hausse va se poursuivre dans les années qui viennent. Huit personnes sur dix considèrent que la société française est plutôt injuste, que les inégalités ont plutôt augmenté au cours des cinq dernières années et que cela va continuer à être le cas à l'avenir. Après une baisse de 5 points en 2017, la part des personnes interrogées qui estiment que les inégalités vont s'aggraver à l'avenir revient ainsi au niveau observé habituellement depuis 2008.

En 2018, la sensibilité aux inégalités de revenus est plus vive (*graphique 1*). Ce type d'inégalités reste, de loin, le plus souvent cité comme le plus répandu dans la liste proposée (par 40 % des Français). Mais c'est la première fois qu'il rejoint les inégalités d'accès aux soins en tant que type d'inégalité la moins acceptable (cité par 22 % des personnes interrogées soit +7 points par rapport à 2017). Les Français sont d'ailleurs un peu plus nombreux à affirmer qu'il faudrait augmenter le SMIC (92 % contre 88 % en 2017).

Graphique 1 • Types d'inégalités considérées comme les moins acceptables et les plus répandues en 2018



Questions posées : Il existe plusieurs types d'inégalités dans la société française. Parmi celles que je vais vous citer dites-moi celle qui vous semble la plus répandue aujourd'hui / la moins acceptable.

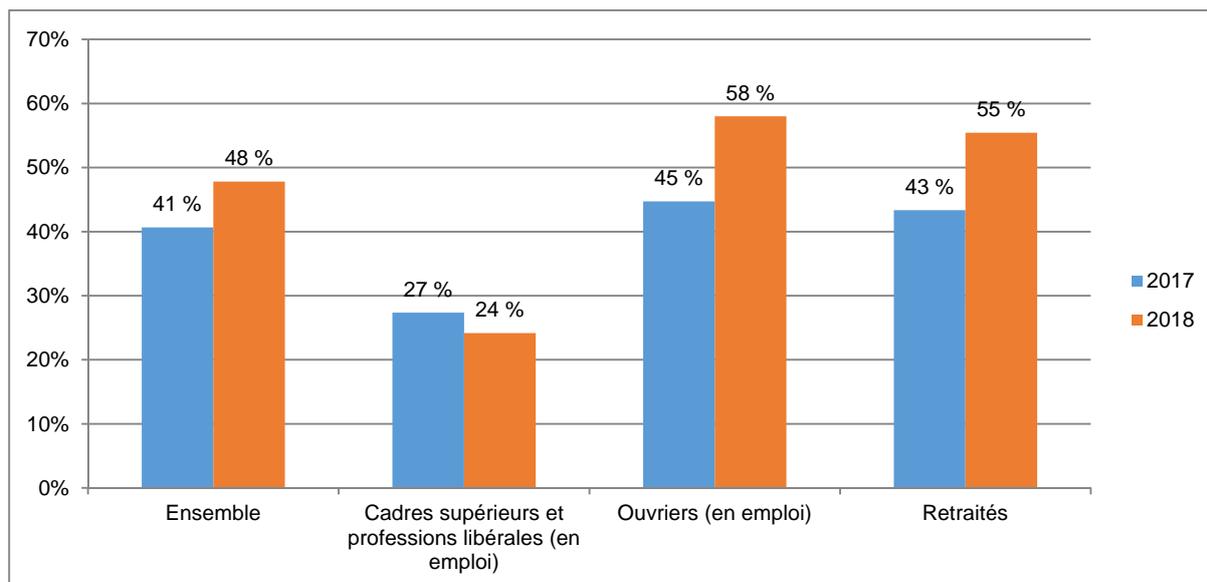
Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2018.

Par rapport à 2017, les ouvriers et les retraités perçoivent de manière plus négative leur situation personnelle

En 2018, la situation personnelle ressentie se dégrade. La part de ceux qui jugent leur situation actuelle mauvaise augmente de 3 points par rapport à 2017, atteignant 23 %. Parallèlement, la part de ceux qui sont pessimistes vis-à-vis de leur avenir augmente de 7 points, atteignant 48 % (*graphique 2*). L'année 2018 marque ainsi une interruption dans la hausse continue de l'optimisme observée entre 2013 et 2017, ce qui devra être confirmé lors des prochaines vagues d'enquête. Quant à l'optimisme des Français pour l'avenir de leurs enfants ou de celui des générations futures, il retrouve le niveau observé au cours des dix dernières années, autour de 30 %, après un pic à 38 % en 2017.

Graphique 2 • Le pessimisme pour son propre avenir selon la catégorie sociale



Question posée : Quand vous pensez à l'avenir, êtes-vous plutôt optimiste ou plutôt pessimiste ?

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2017-2018.

Ces évolutions reposent principalement sur les changements d'opinion au sein de deux groupes sociaux : les ouvriers en emploi et les retraités. En 2018, le pessimisme des ouvriers en emploi par rapport à leur propre situation atteint 58 % (+13 points par rapport à 2017) et leur insatisfaction actuelle 28 % (+6 points). Le pessimisme des retraités atteint quant à lui 55 % (+12 points) et leur insatisfaction 22 % (+4 points).

Des tendances similaires affectent le sentiment de pauvreté, en hausse notable par rapport à 2017. En 2018, 18 % des Français se considèrent comme pauvres et 24 % pensent qu'ils peuvent le devenir dans les cinq prochaines années. Les 58 % restant ne se sentent pas exposés à ce risque. Alors que la fréquence du sentiment de pauvreté était demeurée stable depuis 2015, la part des personnes qui se sentent pauvres augmente de 5 points entre 2017 et 2018, tandis que la part de celles qui s'estiment à l'abri du risque de devenir pauvre recule de 6 points¹.

Ces variations ne touchent toutefois pas tous les groupes sociaux de la même manière. Quatre ouvriers en emploi sur dix et un employé sur deux s'estiment à l'abri de la pauvreté pour les prochaines années, un sentiment partagé par plus de huit cadres supérieurs et professions libérales sur dix. Si ces résultats sont similaires à ceux de 2017 pour les cadres, les professions intermédiaires et les employés, ils sont en forte diminution chez les ouvriers (-14 points) comme chez les retraités (-9 points). La part des ouvriers qui se déclarent pauvres augmente de 11 points, atteignant un quart des ouvriers ayant un emploi, une hausse qui affecte également les retraités et les locataires, pour qui le sentiment de pauvreté passe respectivement de 9 % à 17 % et de 21 % à 29 % en un an.

En revanche, la part des actifs en emploi qui estiment qu'il existe un risque de chômage pour eux ou l'un de leur proche dans les mois à venir est de 39 % en 2018, soit 8 points de moins qu'en 2017².

Les Français s'opposent davantage à l'idée qu'on restreigne l'accès aux prestations ou qu'on en diminue le montant

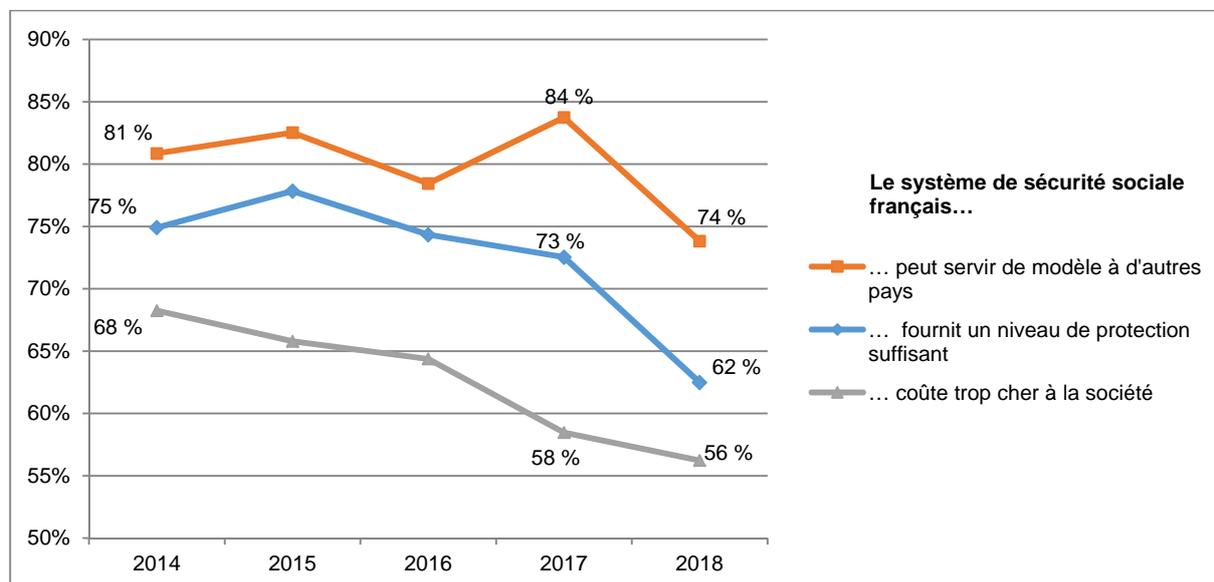
Par rapport à 2017, les Français considèrent moins souvent en 2018 que notre système de sécurité sociale fournit un niveau de protection suffisant ou qu'il peut servir de modèle à d'autres pays : ces opinions reculent

¹ Résultats hors modalité « Ne se prononce pas ». Cette modalité représente 6 % des réponses en 2018, contre 1 % en 2017.

² Résultats hors modalité « Ne se prononce pas ». Chez les actifs en emploi, cette modalité représente 6 % en 2018, contre 2 % en 2017.

respectivement de 11 et 10 points, même si elles restent majoritaires (six personnes sur dix et trois personnes sur quatre) (*graphique 3*). La part des personnes qui jugent que le système de sécurité sociale coûte trop cher à la société évolue peu, mais enregistre un recul total de 12 points entre 2014 et 2018.

Graphique 3 • L'évolution de l'image du système de sécurité sociale depuis 2014



Questions posées : Diriez-vous que les affirmations suivantes s'appliquent au système de sécurité sociale français ou pas ? Notre système de sécurité sociale ... fournit un niveau de protection sociale suffisant / peut servir de modèle à d'autres pays / coûte trop cher à la société ?

Note : En 2018, 5 % des personnes interrogées ne se sont pas prononcées concernant la proposition selon laquelle le système de sécurité sociale peut servir de modèle à d'autres pays. 4 % ont fait de même concernant la proposition selon laquelle le système de sécurité sociale coûte trop cher à la société. Les années précédentes, moins de 2 % des personnes interrogées ne se prononçaient pas.

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

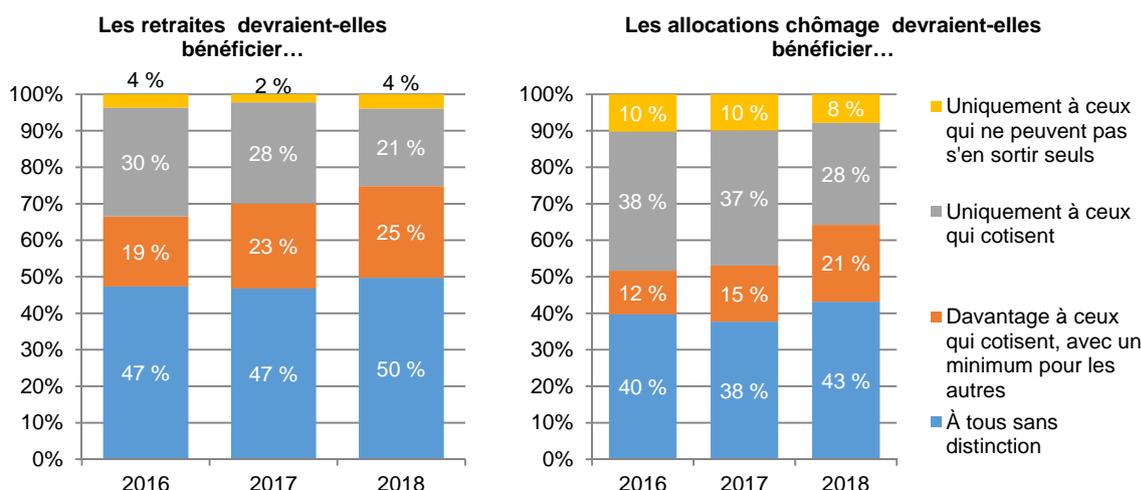
Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2014-2018.

Plus spécifiquement, les Français sont moins nombreux en 2018 à soutenir l'idée qu'on restreigne l'accès à plusieurs prestations sociales. Entre 2017 et 2018, la part des personnes qui déclarent que les retraites ou les allocations chômage ne devraient bénéficier qu'à ceux qui cotisent recule respectivement de 28 % à 21 % et de 37 % à 28 % (*graphique 4*). Dans les deux cas, une plus grande part de personnes se déclare en parallèle favorable à ce que tous aient droit à un montant minimum (*graphique 4*).

D'autres indicateurs portant sur la limitation de l'attribution des prestations chômage évoluent dans un sens analogue. Ainsi, la part des personnes opposées à ce que leur versement soit limité dans le temps s'accroît de 27 % à 37 % entre 2016 et 2018, retrouvant un niveau similaire à celui du début de la décennie 2010³. Augmentent également la part des personnes qui désapprouvent que le droit à ces allocations soit conditionné à l'acceptation de toute offre d'emploi, quel que soit le lieu ou la qualification, et la part de celles qui rejettent l'idée d'une obligation de réaliser des tâches d'intérêt général (*graphique 5*).

³ Résultats hors modalité « Ne se prononce pas ». Cette modalité représente 4 % des réponses en 2018, contre 1 % en 2017.

Graphique 4 • L'opinion sur les critères d'accès aux retraites et aux allocations chômage depuis 2016

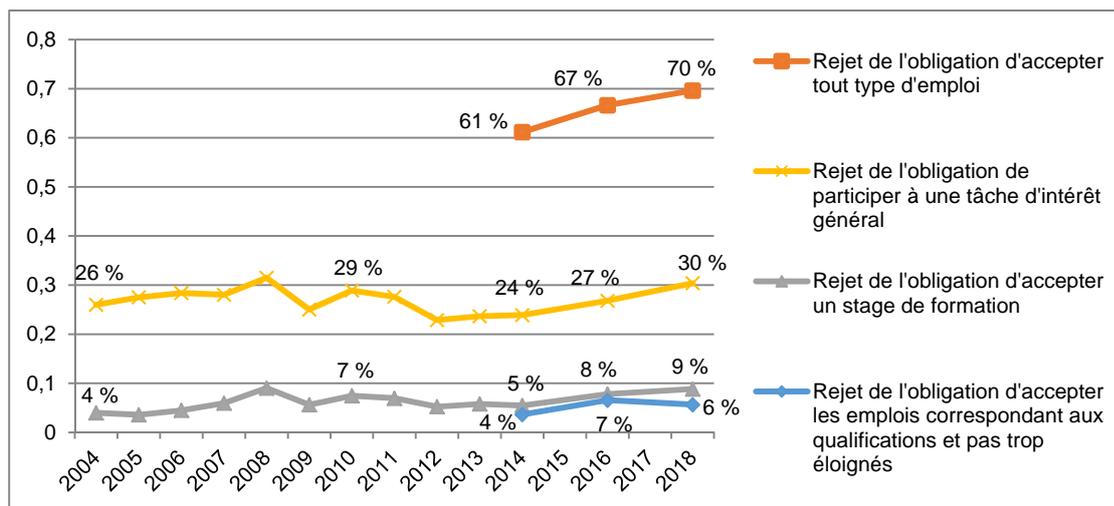


Questions posées : À votre avis, les retraites/les allocations chômage devraient-elles bénéficier... ?

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2016-2018.

Graphique 5 • Le rejet des obligations associées au bénéfice des allocations chômage



Questions posées : Pour les personnes qui touchent des allocations chômage, trouveriez-vous normal qu'on leur demande, en échange des prestations qu'on leur verse... D'accepter les emplois correspondant à leurs qualifications et pas trop éloignés de leur domicile / D'accepter les emplois quels que soient la qualification et le lieu / D'accepter d'effectuer un stage de formation / De participer à une tâche d'intérêt général proposée par l'administration, une collectivité locale (mairie, département, etc.) ou une association reconnue.

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2004-2018.

À ces tendances concernant l'accès aux prestations sociales, s'ajoute pour nombre d'entre elles un rejet croissant de l'idée d'en réduire le montant. Ainsi, 88 % des Français sont opposés à la baisse des retraites (contre 82 % en 2017), 86 % le sont concernant les aides aux handicapés ou aux personnes âgées dépendantes (respectivement 81 % et 80 % en 2017) et 78 % le sont concernant les allocations logement (71 % en 2017). La question posée évoque pourtant la perspective d'une baisse des impôts et des cotisations en échange d'une réduction de ces prestations⁴. En parallèle, une plus grande part de la population rejette une diminution de certains remboursements maladie afin de réduire le déficit de la sécurité sociale (69 % en 2018, contre 59 % les

⁴ Dans le cas des retraites, 3 % des enquêtés ont répondu qu'ils n'étaient « pas concernés » par la question. C'est également le cas de 8 % des personnes interrogées à propos des aides aux personnes handicapées et de 7 % d'entre elles concernant les aides aux personnes dépendantes ou les allocations logement, des chiffres similaires à ceux observés en 2017. Les résultats présentés ici sont calculés hors « non concerné ».

deux années précédentes). De manière générale, 27 % des Français considèrent qu'il est davantage nécessaire d'augmenter le montant des prestations plutôt que de développer les services ou de mieux accompagner vers les droits. Ils étaient 21 % de cet avis en 2017.

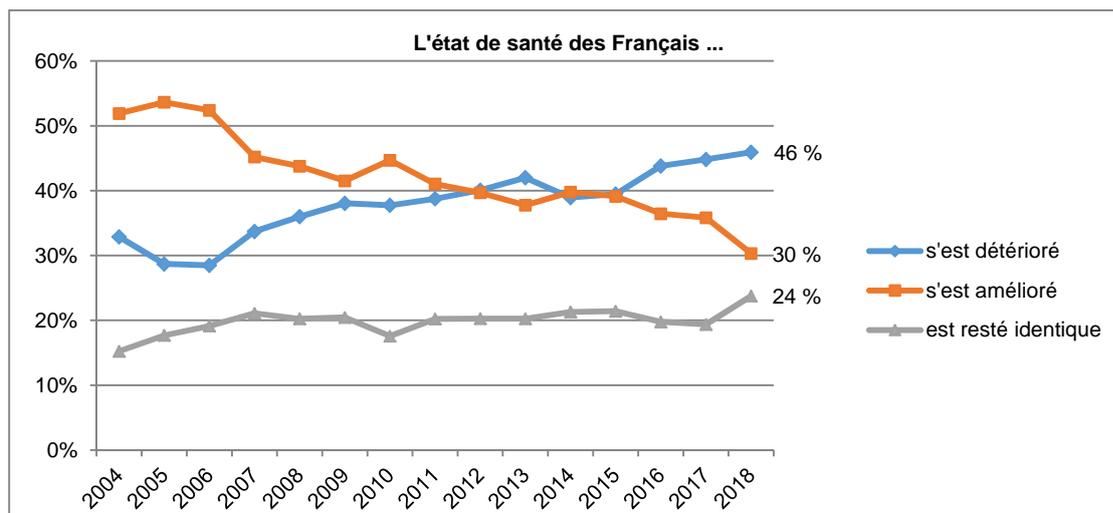
Les Français apparaissent plus défavorables à la diminution des prestations, et ils sont également plus réticents à l'idée d'une augmentation des impôts et cotisations à leur charge pour financer une hausse des prestations. Ainsi, la part des personnes favorables à une augmentation du RSA qui se déclarent prêtes à voir leurs impôts augmenter pour financer une telle hausse chute de moitié en un an, de 41 % à 20 %. En particulier, elle recule de 59 % à 23 % pour les personnes appartenant aux ménages les plus aisés (quintile de niveau de vie le plus élevé)⁵. L'opinion de ces derniers se rapproche ainsi de celle des personnes appartenant aux ménages les plus modestes (19 % pour le quintile de niveau de vie le plus bas). Dans le même temps, l'opposition à l'augmentation des cotisations afin de réduire le déficit de la branche maladie de la sécurité sociale s'accroît de 77 % à 88 % dans l'ensemble de la population. En revanche, une personne sur deux est favorable à l'augmentation des cotisations payées par les entreprises, une proportion qui augmente continûment depuis 6 ans (32 % en 2012, 50 % en 2018) et particulièrement entre 2017 et 2018 (+8 points).

Des Français satisfaits de la qualité des soins mais davantage sensibles aux inégalités de santé liées au revenu

En 2018, comme les années précédentes, plus de sept Français sur dix se déclarent en bonne santé, dont un sur quatre en très bonne santé. Ils sont un quart à penser que l'état de santé des Français en général est resté identique au cours des dernières années (*graphique 6*). En revanche, près de la moitié estiment que cet état s'est détérioré, une proportion en constante progression depuis une dizaine d'années. Cette opinion reste davantage partagée par les personnes les plus modestes (56 % des personnes appartenant au premier quintile de niveau de vie des ménages contre 41 % de celles appartenant au dernier quintile), lesquelles se déclarent également nettement moins souvent en bonne santé elles-mêmes (60 % des personnes modestes se disent en bonne santé contre 82 % des personnes appartenant à un ménage aisé).

⁵ Le quintile de niveau de vie le plus bas (respectivement, le plus élevé) désigne les personnes qui font partie des 20 % dont le niveau de vie est le plus bas (respectivement, le plus élevé). Dans le Baromètre d'opinion de la DREES 2018, qui se base sur les revenus déclarés par les enquêtés, le quintile inférieur correspond aux personnes dont le niveau de vie est inférieur à 1 010 euros par mois, tandis que le quintile supérieur correspond à celles dont le niveau de vie dépasse 2 350 euros mensuels.

Graphique 6 • L'évolution depuis 2004 de l'état de santé perçu de la population



Question posée : Selon vous, au cours des dernières années, l'état de santé des Français s'est... ?

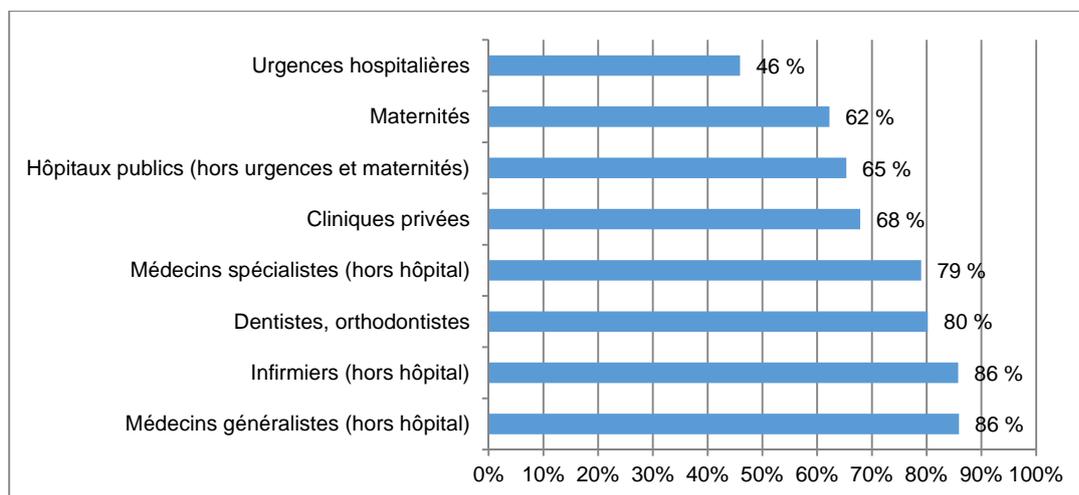
Note : En 2018, 4 % des personnes interrogées ne se sont pas prononcées, contre moins de 2 % les années précédentes.

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2004-2018.

En 2018, les Français restent en grande majorité satisfaits de la qualité des soins prodigués par les professionnels de santé, notamment quand il s'agit de la médecine de ville et plus particulièrement des médecins généralistes et des infirmiers (*graphique 7*). Le niveau de satisfaction est moindre en ce qui concerne les services hospitaliers. En particulier, moins de la moitié des Français sont satisfaits de la qualité des soins offerts par les urgences hospitalières. Cette part est en baisse de 8 points par rapport à 2017. De même, la satisfaction vis-à-vis des maternités comme celle vis-à-vis des hôpitaux publics (hors urgences et maternités) baisse de 6 points par rapport à 2017.

Graphique 7 • Taux de satisfaction vis-à-vis de la qualité des soins



Question posée : En général, concernant la qualité des soins ou des services offerts par les prestataires suivants, diriez-vous que vous êtes très satisfait, plutôt satisfait, ni satisfait ni insatisfait, plutôt insatisfait, très insatisfait ?

Note : En 2018, 4 % des personnes interrogées ne se sont pas prononcées, contre moins de 2 % les années précédentes.

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2004-2018.

La sensibilité croissante aux inégalités de revenus en 2018 évoquée précédemment se retrouve également dans le champ de la santé. Les Français sont plus nombreux à penser qu'il existe des inégalités de revenus dans l'accès et la qualité des soins. En 2018, 30 % d'entre eux pensent que tout le monde ne peut pas être soigné quel que soit son revenu (10 points de plus qu'en 2017) et 60 % pensent que la qualité des soins prodigués dépend du revenu du patient (+5 points). En revanche, les Français ne sont pas plus nombreux qu'en 2017 à considérer qu'il existe des inégalités territoriales sur ces sujets. Au contraire, ils sont moins nombreux à penser que les délais d'attente pour se faire soigner dépendent du lieu où l'on habite, même si une majorité de Français continuent à le penser (57 % en 2018, soit 5 points de moins qu'en 2017).

■ FOCUS 1 – DE QUI LES FRANÇAIS SE SENTENT-ILS PROCHES ?

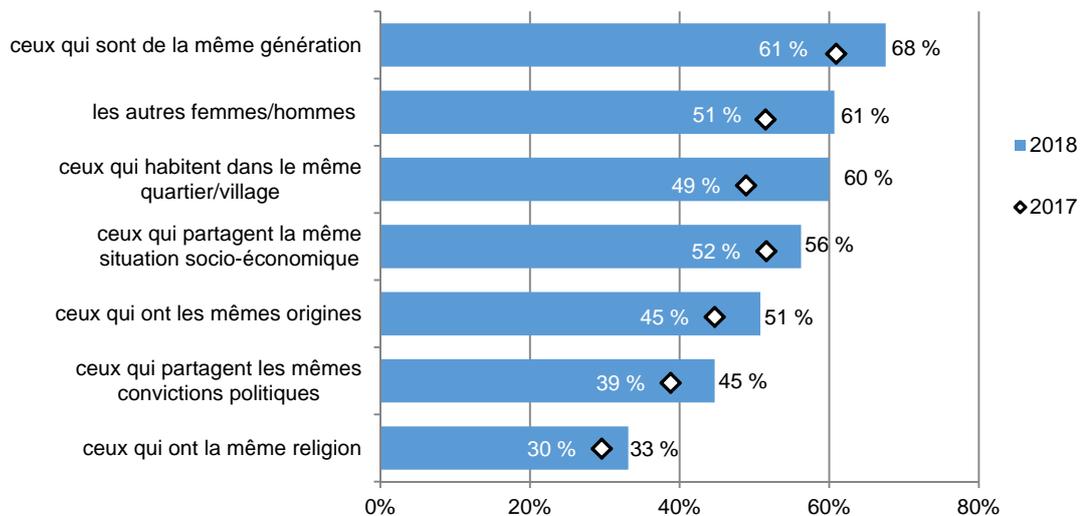
En 2018, deux Français sur trois se sentent particulièrement proches des personnes de leur génération, en particulier les plus jeunes et les séniors. D'un point de vue territorial, quatre Français sur dix se sentent appartenir avant tout à la France, devant la commune ou le quartier (deux Français sur dix) et loin devant l'Europe (moins d'un Français sur dix).

Les Français se sentent particulièrement proches des personnes de leur génération

Les Français ont été invités à dire s'ils se sentaient ou non particulièrement proches de certains groupes sociaux partageant des caractéristiques communes. Pour chacune des sept propositions du Baromètre (*graphique 8*), le sentiment de proximité est plus important qu'en 2017.

Parmi toutes les caractéristiques proposées, la génération est celle à laquelle les Français s'identifient le plus. En 2018, deux tiers d'entre eux se sentent particulièrement proches des personnes de leur génération. Cette proportion est particulièrement importante aux deux extrémités de l'échelle des âges (80 % des 18-24 ans et 69 % des 65 ans ou plus, contre 65 % en moyenne dans les âges intermédiaires). Parallèlement, la moitié des Français pensent que la solidarité entre générations a diminué au cours des dix dernières années. Les Français les plus jeunes (entre 18 et 34 ans) sont moins de cet avis que leurs aînés (écart de 7 points).

Graphique 8 • Le sentiment de proximité des Français à certains groupes sociaux



Question posée : Vous sentez-vous particulièrement proche de ... ?
Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.
Source : DREES, Baromètre d'opinion 2017-2018.

En 2018, 60 % des Français déclarent se sentir particulièrement proches des personnes de leur quartier ou village. Il s'agit du sentiment de proximité qui s'est le plus renforcé depuis 2017 (+11 points). Ce sentiment est particulièrement fort pour les 65 ans ou plus (70 % contre 55 % des 18-34 ans). Six Français sur dix se sentent également proches des personnes de même sexe, en particulier les femmes (66 % contre 55 % pour les hommes). Cette proportion a augmenté de 9 points en un an, aussi bien chez les femmes que chez les hommes.

Plus de la moitié des Français (56 %) se sentent proches des personnes qui partagent la même situation socio-économique, un sentiment qui dépend peu du niveau de vie et des autres caractéristiques sociodémographiques.

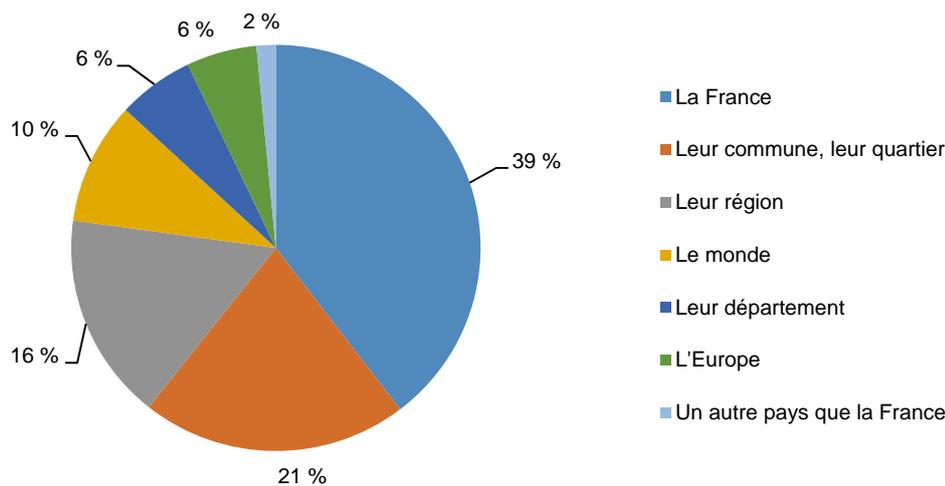
Deux tiers des personnes étrangères ou devenues françaises par acquisition se sentent proches des personnes de même origine, une proportion supérieure de 16 points à celle relative aux Français de naissance.

Enfin, la part des Français qui se sentent proches des personnes qui partagent les mêmes convictions politiques ou religieuses est de respectivement 45 % et 33 %. Toutefois, pour les personnes les plus susceptibles de se sentir concernés par ces sujets, le sentiment de proximité est bien plus élevé. Sept personnes déclarant avoir une pratique religieuse régulière sur dix se sentent proches des personnes de même confession. Les membres d'une organisation syndicale ou d'une association sont également plus nombreux (54 %) à se sentir proches des personnes qui partagent leurs convictions politiques, un sentiment encore plus important pour les personnes qui se déclarent aux extrémités de l'échelle des opinions politiques (62 % d'entre eux)⁶.

La France : le niveau géographique auquel quatre Français sur dix se sentent appartenir avant tout

D'un point de vue territorial, c'est à la France que quatre Français sur dix se sentent appartenir avant tout (*graphique 9*), devant la commune ou le quartier pour deux Français sur dix (en deuxième position bien qu'en légère baisse depuis 2014⁷). Les Français se sentent en moyenne plus rarement appartenir aux échelons géographiques supranationaux, que ce soit le monde, ou encore moins l'Europe (respectivement 10 % et 6 % d'entre eux). Quant aux échelons administratifs français intermédiaires, les personnes s'identifient davantage à leur région (16 % d'entre eux) qu'à leur département (6 %). Pour la région, cette proportion est supérieure de 6 points à celle de 2016, année durant laquelle la délimitation des régions a été modifiée.

Graphique 9 • Les lieux auxquels les Français ont le sentiment d'appartenir avant tout



Question posée : Auquel de ces lieux avez-vous personnellement le sentiment d'appartenir avant tout ?

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

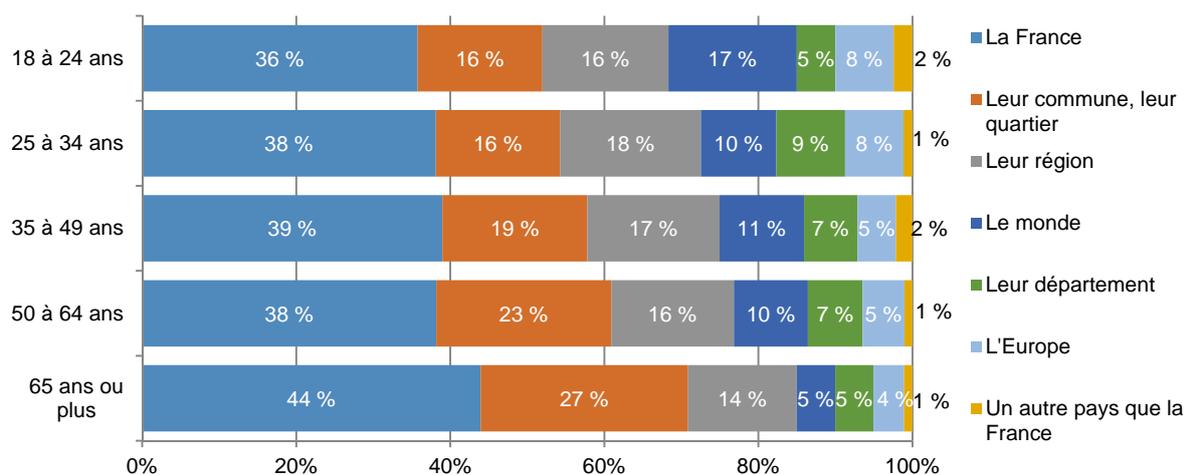
Source : DREES, Baromètre d'opinion 2018.

Ce sentiment d'appartenance géographique diffère cependant selon les caractéristiques des répondants (*graphique 10*). Alors que les plus âgés sont nombreux à s'identifier à la France (44 % des 65 ans ou plus) et à leur commune ou quartier (27 %), les plus jeunes s'identifient plus que la moyenne au monde (17 % des 18-24 ans) et à l'Europe (8 %). Les personnes appartenant à un ménage au faible niveau de vie s'identifient moins souvent à la France (32 % pour celles appartenant aux 20 % des ménages les plus modestes contre 46 % au sein des 20 % de ménages les plus aisés) ou à l'Europe (4 % contre 8 %) mais davantage à leur commune ou quartier (26 % contre 12 %).

⁶ Il s'agit des personnes qui répondent des notes très faibles (0 à 2) ou très fortes (8 à 10) à la question « Sur une échelle de 0 à 10 où vous classeriez-vous ? La note 0 signifiant que vous vous classez très à gauche et la note 10 très à droite ? ».

⁷ Date d'introduction de la question dans le Baromètre d'opinion de la DREES.

Graphique 10 • Les lieux auxquels les Français ont le sentiment d'appartenir avant tout, selon leur âge



Question posée : Auquel de ces lieux avez-vous personnellement le sentiment d'appartenir avant tout ?

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

Source : DREES, Baromètre d'opinion 2018.

■ FOCUS 2 – SELON LES FRANÇAIS, LES OUVRIERS DEVRAIENT GAGNER 25 % DE PLUS ET LES PDG 40 % DE MOINS

Les Français estiment que les personnes qui exercent la même profession qu'eux devraient gagner en médiane 20 % de plus que ce qu'elles gagnent actuellement selon eux. La moitié d'entre eux estiment que les ouvriers industriels peu qualifiés devraient gagner 25 % de plus qu'actuellement, tandis que la rémunération des PDG devrait diminuer de 40 %.

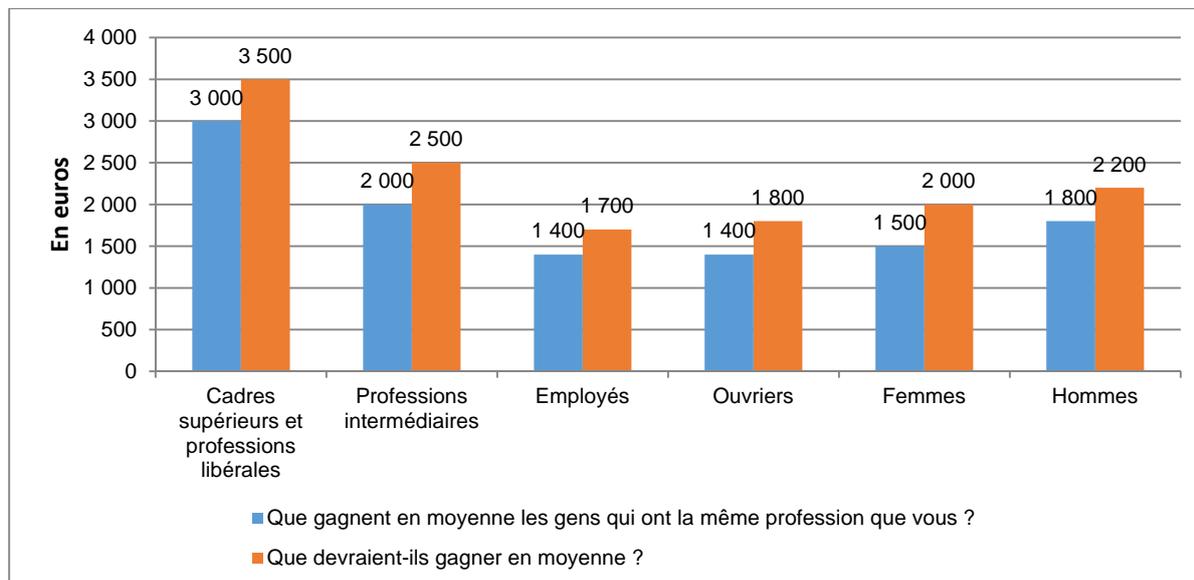
Des salaires perçus considérés nettement inférieurs à ce qu'ils devraient être, surtout chez les ouvriers

En 2018, les Français estiment que le revenu des personnes qui exercent la même profession qu'eux devrait être nettement plus élevé qu'il ne l'est actuellement, et ce quels que soient leur catégorie socio-professionnelle ou leur sexe. L'écart médian⁸ parmi l'ensemble des personnes en emploi est de 20 % : la moitié des personnes en emploi pense que les personnes qui exercent la même profession qu'eux devraient gagner au moins 20 % de plus que ce qu'ils gagnent actuellement ; l'autre moitié pense qu'elles devraient gagner jusqu'à 20 % de plus.

Cet écart est similaire chez les femmes et chez les hommes en emploi, mais varie en fonction de la catégorie professionnelle. Les cadres supérieurs et professions libérales estiment que les personnes qui exercent la même profession qu'eux gagnent en médiane 3 000 euros net par mois alors qu'ils jugent qu'elles devraient obtenir 3 500 euros, tandis que les ouvriers estiment que les personnes qui exercent la même profession qu'eux gagnent 1 400 euros alors qu'ils jugent qu'elles devraient obtenir 1 800 euros (*graphique 11*). L'écart médian parmi les cadres supérieurs et professions libérales est de 13 %, de 18 % chez les professions intermédiaires, 25 % chez les employés et 23 % chez les ouvriers.

⁸ Il s'agit ici de la médiane des écarts entre les réponses de chaque personne interrogée à ces deux questions : ce que gagnent en moyenne les gens qui ont la même profession qu'eux et ce qu'ils devraient gagner en moyenne. La médiane correspond au montant qui partage la population en deux groupes de taille égale. Elle est ici privilégiée par rapport à la moyenne, car elle permet d'éviter que des réponses extrêmes ne faussent la comparaison. L'écart médian peut différer de l'écart entre la médiane du montant gagné et la médiane du montant qui devrait être perçu.

Graphique 11 • Ce que gagnent ou devraient gagner les Français selon leur catégorie socio-professionnelle (rémunération nette mensuelle, réponses médianes)



Lecture : Les ouvriers (en emploi) jugent qu'en moyenne les gens qui exercent la même profession qu'eux devraient gagner 1 800 euros net par mois (médiane des réponses).

Question posée : Que gagnent / devraient gagner en moyenne les gens qui ont la même profession que vous ?

Note : 8 % des personnes interrogées ne se sont pas prononcées pour la première question et 6 % pour la seconde. La question porte sur la rémunération nette mensuelle.

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine en emploi au moment de l'enquête.

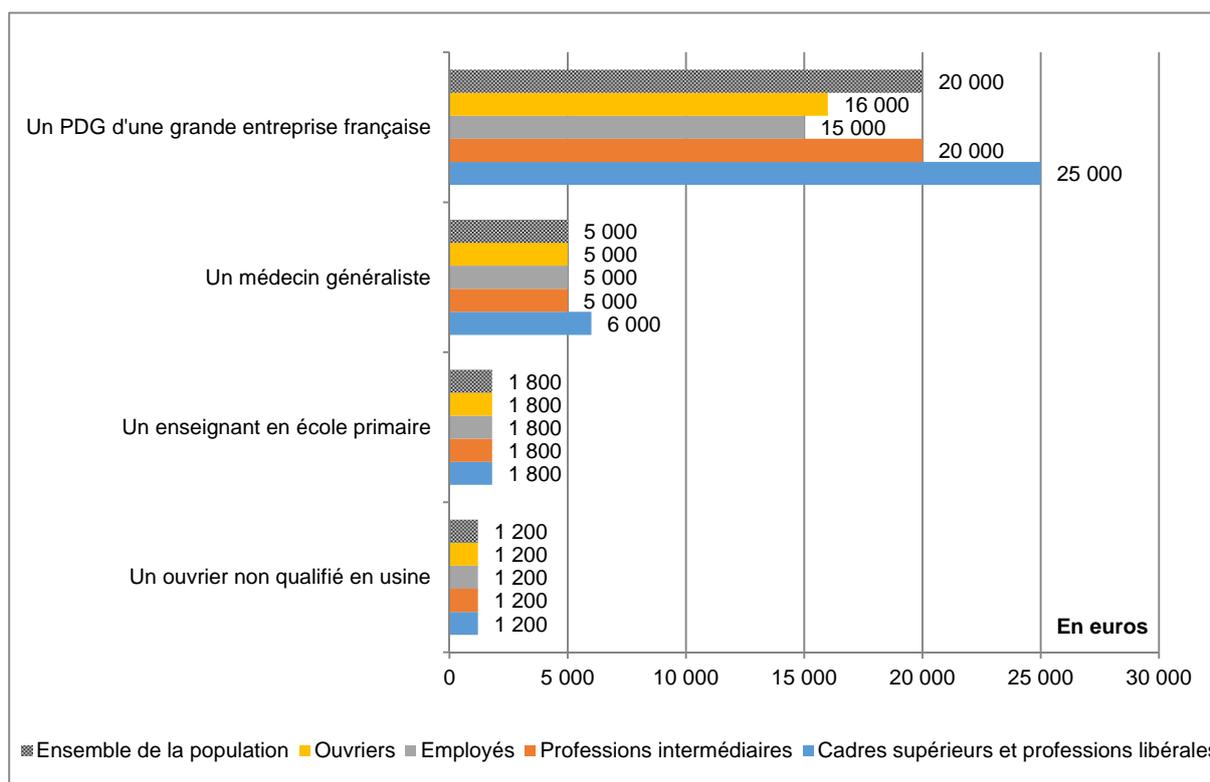
Sources : DREES, Baromètre d'opinion 2018.

Des points de vue convergents sur le niveau des salaires actuels

Interrogés sur ce que gagnent les ouvriers d'usine ou les instituteurs, les Français fournissent des réponses assez homogènes : la moitié des enquêtés situe à 1 200 euros ou moins le salaire net perçu en moyenne par les ouvriers non qualifiés en usine et 1 800 euros ou moins celui des enseignants en école primaire, quel que soit la catégorie socio-professionnelle de la personne interrogée (*graphique 12*).

Lorsqu'il s'agit de se prononcer sur des professions au sommet de la hiérarchie sociale, les estimations fournies par les cadres supérieurs et professions libérales se révèlent plus élevées que celles des employés et des ouvriers. Dans le cas des médecins généralistes, le montant médian s'élève à 6 000 euros net chez les cadres supérieurs et professions libérales, contre 5 000 euros chez les ouvriers, les employés et les professions intermédiaires. Cette tendance est encore plus nette quand la question porte sur les PDG des grandes entreprises françaises, avec des estimations fournies par les ouvriers et les employés relativement proches (16 000 euros et 15 000 euros net, respectivement), tandis que les professions intermédiaires et plus encore les cadres supérieurs et professions libérales évoquent des montants nettement plus élevés (20 000 euros et 25 000 euros net, respectivement).

Graphique 12 • Que gagnent en moyenne par mois les ouvriers non qualifiés, les instituteurs, les médecins et les PDG, selon les Français ? (rémunération nette mensuelle, réponses médianes)



Lecture : La moitié des enquêtés (« Ensemble de la population ») estime qu'un PDG d'une grande entreprise française gagne en moyenne 20 000 euros net par mois ou plus. Si on se restreint aux réponses des ouvriers (en emploi), la moitié estime qu'un PDG gagne 16 000 euros net par mois ou plus.

Question posée : Que gagne en moyenne... un ouvrier non qualifié en usine / un enseignant d'école primaire / un médecin généraliste / un PDG d'une grande entreprise française ? Indiquez la rémunération nette mensuelle.

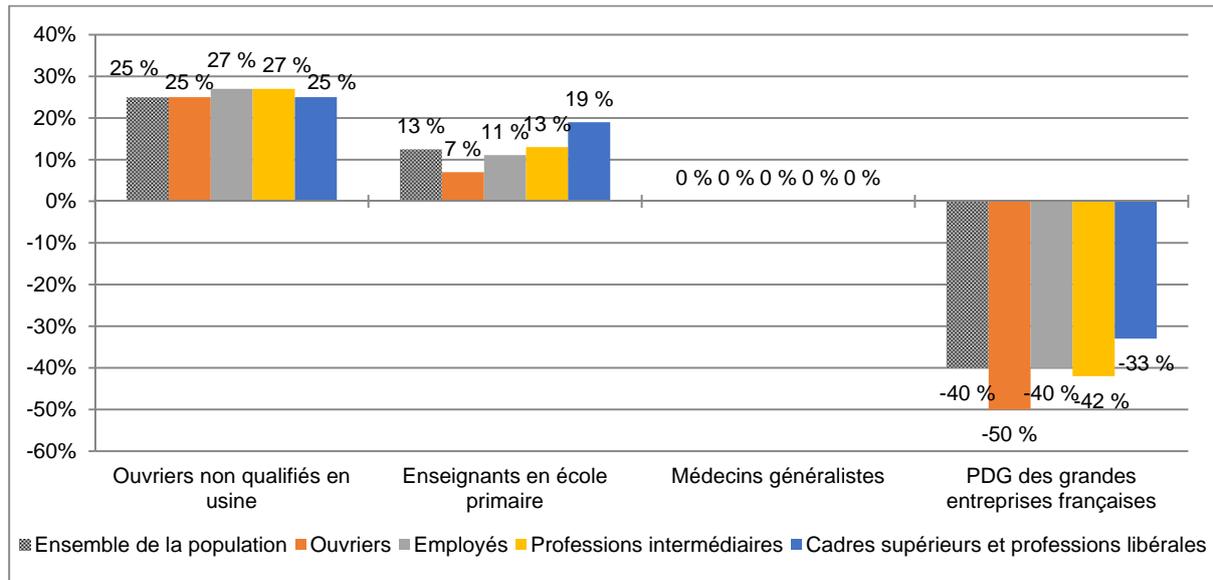
Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine. Les chiffres par catégorie professionnelle portent sur les personnes interrogées en emploi.

Source : DREES, Baromètre d'opinion 2018.

Des Français favorables à une hausse notable des salaires des ouvriers et des instituteurs et une baisse drastique des salaires des PDG des grandes entreprises

L'écart médian entre ce que les personnes interrogées estiment que les ouvriers non qualifiés en usine gagnent et ce qu'ils devraient gagner correspondrait à une hausse de revenu de 25 % (*graphique 13*). L'idée selon laquelle il faudrait augmenter les salaires des ouvriers industriels peu qualifiés est partagée par toutes les catégories socio-professionnelles, tout comme l'intensité de la hausse nécessaire. Les Français sont également favorables à l'augmentation des salaires des instituteurs (+13 %), mais pensent que les médecins généralistes devraient gagner un montant correspondant à leur rémunération actuelle. Enfin, ils jugent que les rémunérations des PDG des grandes entreprises devraient diminuer de 40 %. Les ouvriers, souhaitent que ces rémunérations diminuent de moitié, tandis que les cadres supérieurs et professions libérales souhaitent une diminution d'un tiers.

Graphique 13 • Écart médian entre ce que devraient gagner les ouvriers non qualifiés, les instituteurs, les médecins et les PDG et ce qu'ils gagnent, d'après les Français



Lecture : L'écart médian entre ce que les enquêtés estiment que les ouvriers non qualifiés en usine gagnent et ce qu'ils devraient gagner est de 25 %.

Question posée : Que gagne / devrait gagner en moyenne... un ouvrier non qualifié en usine / un enseignant d'école primaire / un médecin généraliste / un PDG d'une grande entreprise française ? Indiquez la rémunération nette mensuelle.

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine. Les chiffres par catégorie professionnelle portent sur les personnes interrogées en emploi.

Source : DREES, Baromètre d'opinion 2018.

■ FOCUS 3 – LES FRANÇAIS PRÉOCCUPÉS PAR LA PRÉCARITÉ QUELS QUE SOIENT LEURS CARACTÉRISTIQUES ET LIEUX D’HABITATION

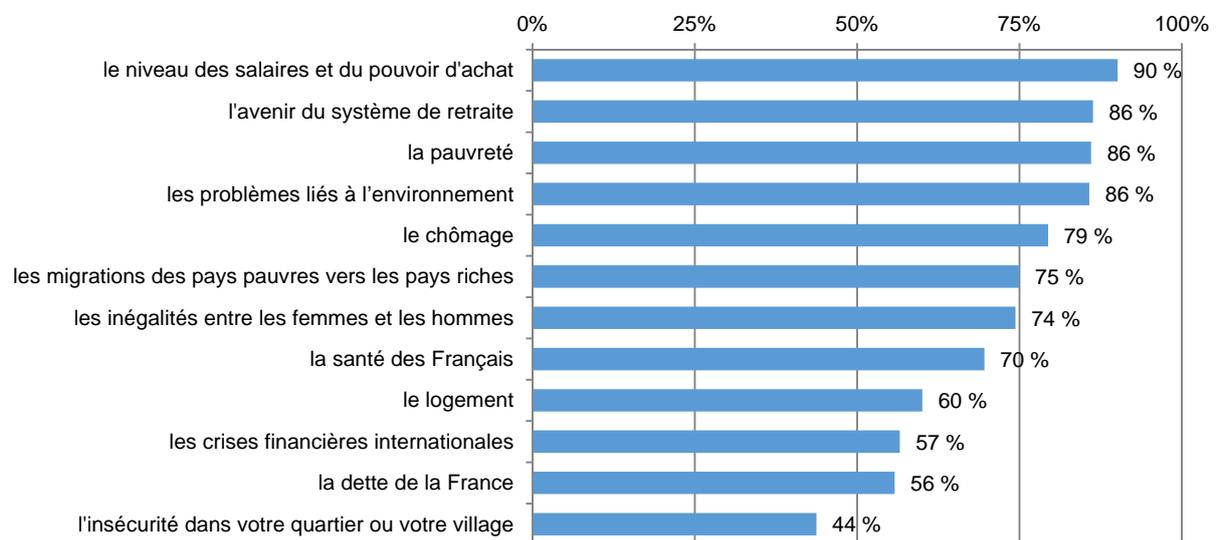
Certains sujets préoccupent très largement les Français, au-delà de leurs différences de profil sociodémographique ou de lieu de vie : la précarité (niveau des salaires et du pouvoir d’achat, pauvreté, chômage), l’avenir du système de retraite et les problèmes d’environnement. Certains sujets prennent une importance plus aiguë pour certaines populations. C’est le cas du logement, qui préoccupe beaucoup plus les Français appartenant à des ménages modestes, les jeunes et les habitants des grands centres.

Des Français particulièrement préoccupés par la précarité, les retraites et l’environnement

En 2018, comme les années précédentes, la précarité ressort comme un sujet majeur d’inquiétude dans la population : huit à neuf Français sur dix se disent personnellement préoccupés par le niveau des salaires et du pouvoir d’achat, la pauvreté et le chômage (*graphique 14*). Deux autres sujets les inquiètent autant : l’avenir du système de retraite et les problèmes liés à l’environnement.

Ces sujets ressortent bien plus que l’insécurité dans son quartier ou son village (quatre Français sur dix s’en disent personnellement préoccupés) ou que les crises financières internationales et la dette de la France (six Français sur dix dans les deux cas, des proportions en baisse continue depuis cinq ans).

Graphique 14 • Les sujets de préoccupation des Français



Question posée : Pour chacun des sujets suivants, dites-moi s’il vous préoccupe vous personnellement beaucoup, assez, peu ou pas du tout ?

Note : Ces pourcentages correspondent à la somme des modalités de réponses « beaucoup » et « assez ».

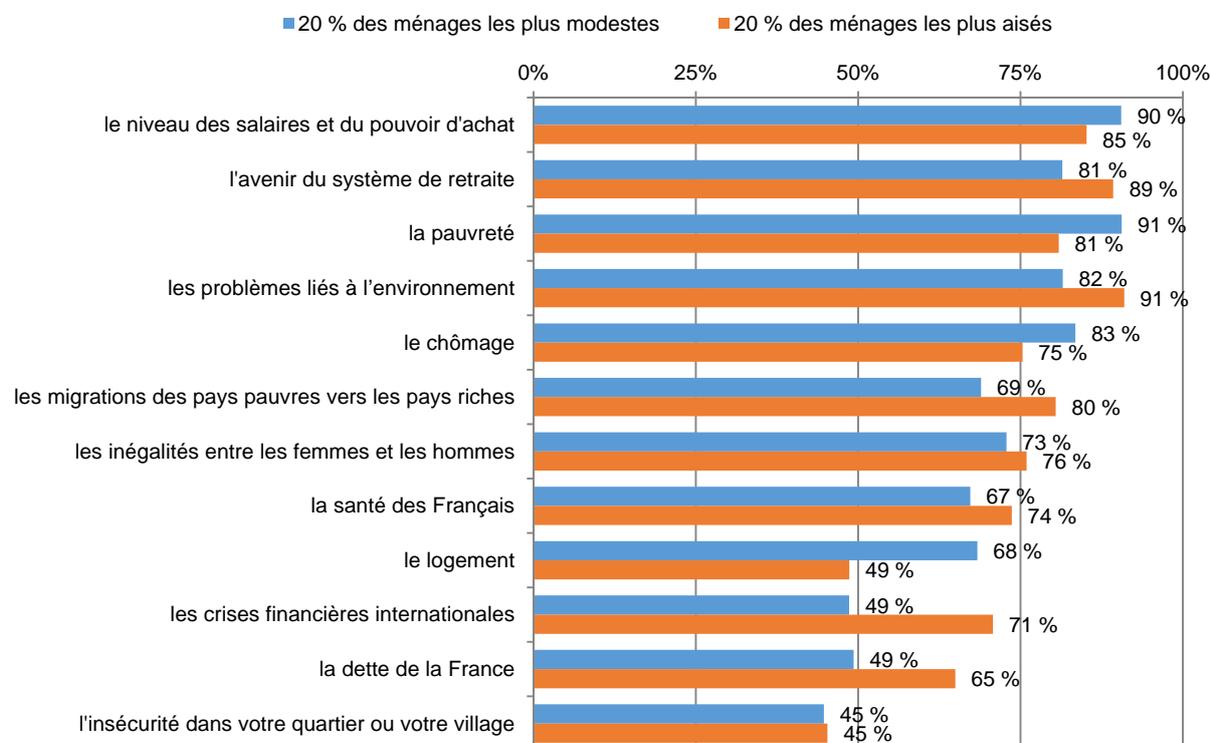
Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

Source : DREES, Baromètre d’opinion 2018.

Si la hiérarchie des thèmes de préoccupations est très largement partagée au sein de la population, certains sujets pèsent malgré tout relativement plus fortement pour certaines catégories sociodémographiques. Ainsi, les Français appartenant aux 20 % des ménages les plus modestes vont placer la question du logement bien avant celle des crises financières internationales (respectivement 68 % et 49 % de préoccupation) (*graphique 15*), alors que c’est l’inverse pour les Français appartenant aux 20 % de ménages les plus aisés (respectivement 49 % et

71 % de préoccupation). De manière générale, le logement et les thématiques en lien avec la précarité préoccupent plus que la moyenne les Français les plus modestes alors que les crises financières, la dette, les migrations, l'environnement, l'avenir du système de retraite et la santé inquiètent davantage les Français les plus aisés.

Graphique 15 • Les préoccupations des Français en fonction de leur niveau de vie



Question posée : Pour chacun des sujets suivants, dites-moi s'il vous préoccupe vous personnellement beaucoup, assez, peu ou pas du tout ?

Note : Ces pourcentages correspondent à la somme des modalités de réponses « beaucoup » et « assez ».

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine et appartenant aux 20 % des ménages les plus modestes ou aux 20 % des ménages les plus aisés.

Source : DREES, Baromètre d'opinion 2018.

Les jeunes Français se préoccupent beaucoup plus souvent du logement (70 % pour les 18-24 contre 47 % pour les 65 ans ou plus) et du chômage (79 % contre 72 %). À l'inverse, les Français les plus âgés sont davantage préoccupés par la dette (60 % contre 44 %), la santé des Français et l'avenir du système de retraites. Les migrations de personnes venant des pays pauvres vers les pays riches et l'insécurité préoccupent également davantage les personnes âgées de 65 ans ou plus.

Enfin, les femmes sont en moyenne bien plus préoccupées que les hommes par les inégalités entre les sexes (+11 points par rapport aux hommes en 2018), l'insécurité dans leur quartier ou village (+8 points) et la santé des Français (+8 points).

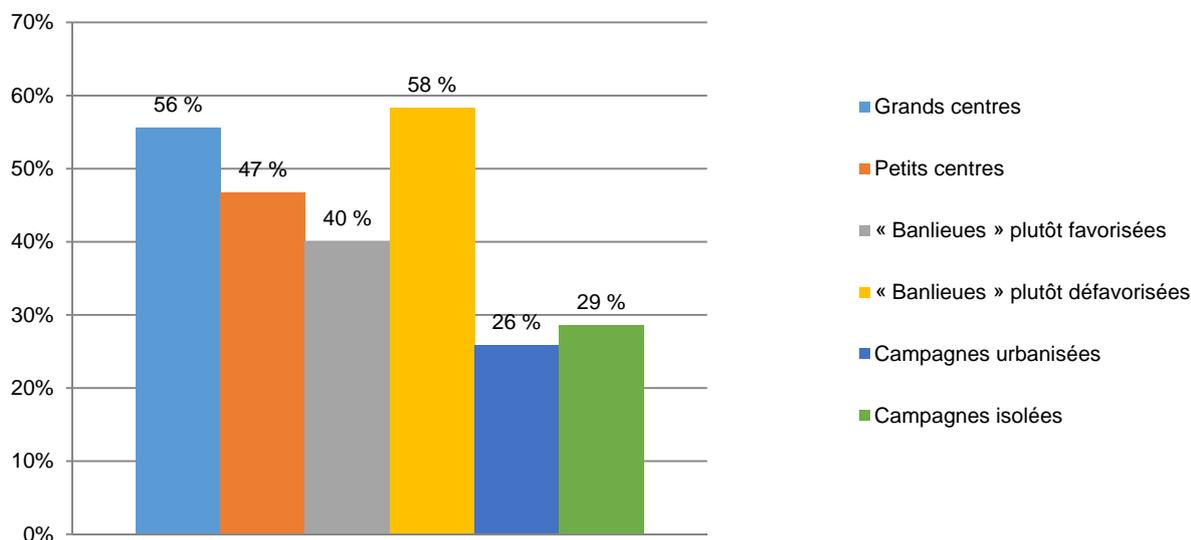
Les habitants des grands centres particulièrement préoccupés, également, par l'insécurité et le logement

En fonction de leur lieu d'habitation (*encadré 1*), les Français accordent un poids différent à certains types de préoccupation, et ce même indépendamment de leurs caractéristiques sociodémographiques.

Le sentiment d'insécurité est la préoccupation pour laquelle l'effet territorial est le plus net. Alors que 27 % des habitants des campagnes se sentent préoccupés par l'insécurité dans leur quartier ou village, c'est le cas

respectivement de 58 % et 56 % des habitants des « banlieues⁹ » plutôt défavorisées et des grands centres (*graphique 16*). Le logement est également une plus forte préoccupation pour les habitants des grands centres (+4 points par rapport à la moyenne nationale).

Graphique 16 • Les préoccupations concernant l'insécurité en fonction du lieu d'habitation



Question posée : Pour chacun des sujets suivants, dites-moi s'il vous préoccupe vous personnellement beaucoup, assez, peu ou pas du tout ?

Note : Ces pourcentages correspondent à la somme des modalités de réponses « beaucoup » et « assez ».

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

Source : DREES, Baromètre d'opinion 2018.

La précarité inquiète les Français quel que soit leur lieu d'habitation. Les habitants des « banlieues » plutôt favorisées sont toutefois moins préoccupés par la pauvreté que la moyenne des Français (78 % d'entre eux contre 86 % au niveau national). Si les habitants des « banlieues » plutôt défavorisées sont davantage préoccupés qu'eux par la pauvreté (84 % d'entre eux), ils ne le sont pas plus que la moyenne nationale. Ils sont, en outre, autant préoccupés par le chômage (76 %) que dans les « banlieues » plutôt favorisées, où le taux de chômage est pourtant moins élevé. Enfin, les habitants des « banlieues » plutôt défavorisées sont moins préoccupés par les crises financières que les habitants des « banlieues » favorisées (52 % contre 61 %).

⁹ Par rapport à la typologie en aires urbaines utilisée par l'Insee, les « banlieues » correspondent aux « communes non autonomes » de plus de 2 000 habitants situées soit dans les « grands pôles » soit « en périphérie des villes ». L'usage qui est fait ici de ce terme diffère de la définition de l'Insee, selon laquelle une « banlieue » est composée des communes de l'unité urbaine qui ne sont pas villes-centres.

Encadré 1 • La typologie des communes françaises utilisée

La typologie des communes françaises utilisée ici permet l'étude des données recueillies dans le cadre du Baromètre d'opinion de la DREES, afin d'aboutir à une catégorisation adaptée à la taille de l'échantillon disponible.

Cette typologie, spécifique au Baromètre, s'appuie notamment sur le zonage en aires urbaines de l'Insee, sur la typologie des campagnes françaises du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), qui font référence, ainsi que sur les caractéristiques des communes communiquées par l'Insee. Pour davantage de précisions à propos de la construction de cette typologie, se reporter à la note « Baromètre d'opinion de la DREES – Typologie des communes françaises », disponible sur le site de la DREES : https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/typologie_des_communes_barometre_drees_note_methodologique.pdf

Elle distingue trois grands ensembles : les « centres », qui désignent principalement les communes qui constituent le cœur des aires¹⁰, les « banlieues », situées dans ces aires mais sans en être le cœur, et les « campagnes » qui regroupent les communes qui ne sont ni des « centres » ni des « banlieues ». Chacun de ces ensembles peut être subdivisé en deux sous-catégories, afin d'effectuer une analyse territoriale plus précise. Les « centres » sont ainsi répartis entre « grands centres » et « petits centres » selon que la population est supérieure à 100 000 habitants ou non. De même, les « banlieues » sont distinguées en « banlieues plutôt favorisées » ou en « banlieues plutôt défavorisées » selon que leur taux de chômage est supérieur ou inférieur au taux de chômage médian des communes de « banlieues » (soit 11,9 % dans le Baromètre en 2018). Enfin, les campagnes sont divisées en « campagnes urbanisées », plus proches des centres et des services, et « campagnes isolées », éloignées de l'influence des centres.

¹⁰ Une aire est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine) de plus de 1 500 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

Annexe 1. Le Baromètre d'opinion de la DREES

Méthodologie

Un outil de suivi conjoncturel depuis 2000

Le Baromètre d'opinion de la DREES suit chaque année depuis 2000 l'évolution de l'opinion des Français sur leur santé, sur la protection sociale dans l'ensemble de ses dimensions (assurance maladie, retraite, famille, handicap, dépendance, solidarité, lutte contre la pauvreté et l'exclusion) ainsi que sur les inégalités et la cohésion sociale (depuis 2014). 3 037 personnes ont été interrogées entre le 15 octobre et le 1^{er} décembre 2018 dans le cadre de cette édition du Baromètre.

À la demande de la DREES, l'institut BVA a réalisé l'enquête d'octobre à décembre 2018, en face-à-face auprès d'un échantillon représentatif de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus. Cet échantillon est construit selon la méthode des quotas, par sexe, âge, profession de la personne de référence, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Le caractère annuel et l'ancienneté de ce baromètre en font un outil de suivi conjoncturel de référence et indispensable pour appréhender l'évolution de l'opinion des Français sur les politiques dont le ministère des Solidarités et de la Santé a la charge, tant en matière de santé que de solidarité. Le Baromètre apporte un éclairage complémentaire aux travaux menés habituellement par la DREES, puisqu'il permet de mettre en parallèle les évolutions perçues et réelles des politiques sanitaires et sociales. Il est notamment utilisé à ce titre par des chercheurs en sociologie et en science politique.

Précautions d'interprétation des enquêtes d'opinion

Les réponses à une enquête d'opinion sont particulièrement sensibles à la formulation des questions et à leur place dans le questionnaire. Du fait de l'ancienneté et de la stabilité du questionnaire du Baromètre, ses différentes éditions permettent néanmoins des comparaisons entre catégories (selon le revenu, l'âge, etc.) et dans le temps. Toutefois, compte tenu de la taille de l'échantillon, de faibles variations peuvent ne refléter que des imperfections de mesure.

Par souci de simplification, les résultats présentés sont calculés en excluant les réponses « ne se prononce pas » (NSP). Lorsque celles-ci dépassent 3 % des réponses, une annotation spécifique est ajoutée à la figure concernée ou en note dans le texte. En 2018, une augmentation du taux de NSP a été enregistrée sur certaines questions. Par ailleurs, on observe une hausse de la part des personnes seules et une baisse du taux de personnes en recherche d'emploi par rapport aux années précédentes. Ces variations pourraient être dues au changement de réseau d'enquêteurs entre 2017 et 2018. L'échantillon est néanmoins représentatif de la population qui réside en France métropolitaine (méthode des quotas par sexe, âge, profession de la personne de référence, après stratification par région et catégorie d'agglomération) et ces différences de structure de l'échantillon n'affectent pas significativement les résultats présentés ici.

Appréhender l'opinion sur dix thématiques

Le questionnaire vise à connaître les attentes et les préoccupations des Français sur le fonctionnement du système actuel et sur de potentielles réformes.

Il s'articule autour de plusieurs modules thématiques cités ci-dessous. Les thèmes suivis d'un astérisque (*) sont davantage approfondis cette année, grâce à la présence de questions supplémentaires bisannuelles :

- Inégalités* (inégalités de revenus, inégalités entre femmes et hommes, justice sociale, etc.) ;

- **Pauvreté et exclusion*** (évolution de la pauvreté, définition des personnes exclues, opinion sur le montant et l'efficacité du RSA et des allocations chômage, etc.) ;
- **Protection sociale** (financement de la protection sociale, ciblage des prestations sur les plus modestes ou les seuls cotisants, etc.) ;
- **Retraites** (âge de départ anticipé et souhaité, niveau de vie des retraités, réformes souhaitées pour préserver le système de retraite, etc.) ;
- **Santé** (perception de l'état de santé de la population, qualité et accès aux soins, risque sanitaire, inégalités de santé, réformes souhaitées, etc.) ;
- **Famille*** (objectif que doit poursuivre la politique familiale, durée du congé maternité, mode de garde privilégié pour les enfants en bas âge, etc.) ;
- **Handicap** (effort de la société envers les personnes handicapées, etc.) ;
- **Dépendance** (création d'une cotisation obligatoire pour aider financièrement les personnes dépendantes, statut des aidants, etc.) ;
- **Logement** (difficulté pour se loger, etc.) ;
- **Cohésion sociale*** (sentiment d'intégration, laïcité, discriminations, non-recours, etc.).

Accéder aux données

Les bases contenant l'intégralité des données individuelles du Baromètre d'opinion de la DREES sont en libre accès depuis 2019. Elles sont mises en ligne sur la plateforme de diffusion de données <http://www.data.drees.sante.gouv.fr/>. Elles sont accompagnées de fichiers Excel présentant les résultats pour chaque question en historique (tris à plat) et les résultats croisés avec les principales variables sociodémographiques pour la dernière année disponible (tris croisés).

Un outil de visualisation interactive permet de visualiser et télécharger sous forme de tableaux et graphiques l'ensemble des résultats du Baromètre d'opinion de la DREES depuis 2000 : <http://dataviz.drees.solidarites-sante.gouv.fr/Barometre-DREES/>

Plus d'informations sur la page internet de la DREES dédiée au Baromètre : <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/aide-et-action-sociale/article/le-barometre-d-opinion-de-la-drees>

Publications récentes

ANTUNEZ Kim et PAPUCHON Adrien (2018), « En 2017, des Français moins inquiets et davantage demandeurs d'intervention publique », Synthèse des résultats de l'enquête 2017.

ANTUNEZ Kim (2018), « L'opinion des Français sur la pauvreté et l'exclusion », *Panorama de la DREES « Minima sociaux et prestations sociales – Édition 2018 »*, p.55-59.

ANTUNEZ Kim (2018), « L'opinion des Français sur l'accès aux soins et l'Assurance maladie », *Panorama de la DREES « Les dépenses de santé en 2017 – Résultats des comptes de la santé – Édition 2018 »*, p.166-173.

ANTUNEZ Kim et BUISSON Guillemette (2019), « Les Français et les congés de maternité et paternité : opinion et recours », *Études et Résultats*, N°1098.

BIANQUIS Gaspard et CASTELL Laura (2018), « Les attentats nous terrorisent-ils ? L'impact des attentats du 13 novembre 2015 sur l'opinion publique », *Les dossiers de la DREES*, n°24.

CORAZZA Eloïse et GLOTAÏN Morgane (2018), « Les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent 1,8 % à 2,6 % du PIB en 2016 », *Panorama de la DREES « La protection sociale en France et en Europe en 2016 – Résultats des comptes de la protection sociale »*.

CARON Romain (2019), « Santé, immigration, avenir : comment les territoires influencent l'opinion des Français », *Études et Résultats*, N°1106.

CASTELL Laura et LE MINEZ Sylvie (2018), « Pour financer la protection sociale, deux français sur trois sont favorables à un financement progressif », *Études et Résultats*, N°1092.

DAMON Julien (2018), « Critique de la désincitation plutôt que fatigue de la compassion », *Informations sociales*, N°196-197, p.125-132.

DUVOUX Nicolas et PAPUCHON Adrien (2018), « Qui se sent pauvre en France ? Pauvreté subjective et insécurité sociale », *Revue française de sociologie*, Vol. 59(4), p.607-647.

DUVOUX Nicolas et PAPUCHON Adrien (2019), « Les dynamiques contemporaines de la pauvreté : de l'exclusion à l'insécurité sociale », *Métropolitiques*.

MASSON Luc (2018), « Les opinions et les souhaits en matière de retraite », *Panorama de la DREES « Les retraités et les retraites – Édition 2018 »*.

PAPUCHON Adrien (2018), « Les jeunes adultes : des points de vue hétérogènes sur le système de protection sociale », *Informations sociales*, N°196-197, p144-154.

PAPUCHON Adrien (2018), « Ce qu'Alis nous dit de ses amis. L'effet de désirabilité sociale et sa variabilité au prisme de questions portant sur une prestation sociale fictive », *Bulletin de méthodologie sociologique*, N°137-138.

PAPUCHON Adrien (2018), « Un recul du sentiment selon lequel la protection sociale représente une charge excessive », *Panorama de la DREES « La protection sociale en France et en Europe en 2016 – Résultats des comptes de la protection sociale »*, p.134-140.

PAPUCHON Adrien (2018), « L'opinion des Français sur les politiques publiques d'aide sociale », *Panoramas de la DREES « L'aide et l'action sociales en France - édition 2018 »*, p.37-41.

PAPUCHON Adrien (2018), « Au-delà de la pauvreté monétaire : le sentiment de pauvreté », *Les Cahiers de l'ONPES*, 2, p.111-127.

PERRON-BAILLY Étienne (2018), « Précarité énergétique : comment mesurer la sensation de froid ? », *Études et résultats*, n°1053.

ROCHFORD Léa (2018), « Contrepoint – Regards de femmes et d'hommes sur la protection sociale », *Informations sociales*, N°196-197, p.133.

VAN HAUWAERT Steven et English Patrick (2018), « Responsiveness and the macro-origins of immigration opinions: Evidence from Belgium, France and the UK », *Comparative European Politics*.

Les dossiers de la DREES

N° 35 • avril 2019

Les Français plus sensibles aux inégalités de revenus et plus attachés au maintien des prestations sociales

Directeur de la publication
Jean-Marc AUBERT

Responsable d'édition
Souphaphone Douangdara

ISSN
2495-120X



Ministère des Solidarités et de la Santé

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

14 avenue Duquesne - 75 350 paris 07 SP

Retrouvez toutes nos publications sur drees.solidarites-sante.gouv.fr et nos données sur www.data.drees.sante.fr